

Voyage de service à La Havane et Washington
du 29 mai au 7 juin

En tant que chef du service des intérêts étrangers, j'ai particulièrement apprécié de pouvoir effectuer ce voyage de service et me rendre compte, sur place, du déroulement des activités des cinquante-deux personnes suisses et cubaines qui s'occupent de la sauvegarde, à Cuba, des intérêts des dix Etats dont les mandats ont été confiés à notre pays. De Berne, il n'est souvent pas aisé de se faire une idée et de réaliser comment sont exécutées en pratique les tâches telles que celles relatives à l'exode des réfugiés cubains, vu la nouveauté et le caractère très spécial de cette activité essentiellement humanitaire.

Principales constatations faites en rapport avec l'exécution du mandat de représentation des intérêts des Etats-Unis à Cuba

1. Rapatriement de la colonie américaine

Le rapatriement de la colonie américaine à Cuba (environ 700 Américains et 1.300 membres cubains de leurs familles) préoccupe tout spécialement Washington, depuis le début de cette année.

En effet, dès le moment où fut créé le pont aérien de Varadero-Miami, le State Department avait pensé, ainsi que l'avait laissé entendre l'ambassadeur Stadelhofer, qu'il serait possible de faire bénéficier également les Américains du pont aérien. Or, il est apparu, au mois de février dernier, que Fidel Castro, sous le prétexte que le texte de l'accord ne le prévoyait pas, n'était pas disposé à autoriser le voyage des Américains autrement que par les lignes aériennes commerciales habituelles. Malgré tous les efforts de l'ambassadeur Stadelhofer, il ne lui a pas été possible, depuis ce moment, ni de voir Castro, ni d'obtenir un changement de cette attitude cubaine dont les motifs n'ont jamais pu être déterminés avec précision. Il en résulte que le State Department est placé dans une situation délicate. Il risque de se voir attaqué à la fois par le congrès et par la presse, car l'Américain (pas plus qu'aucun autre contribuable au monde) ne peut guère admettre que les fonds d'Etat servent au transport de réfugiés alors que ses propres compatriotes restent bloqués dans l'île castriste.



Le chef de la délégation, M. Probst s'étant occupé de ce problème au cours de nombreux entretiens avec l'ambassadeur Stadelhofer, le présent rapport se bornera sur ce point à signaler qu'il a paru utile de saisir la présence d'une délégation venue de Berne pour réunir une dizaine de membres influents de la colonie américaine afin d'avoir un entretien avec eux et de pouvoir leur apporter un certain réconfort, le témoignage que les autorités américaines ne les abandonnaient pas et que tout serait mis en oeuvre pour leur venir en aide.

Cette réunion, qui a duré plus d'une heure, s'est déroulée dans une atmosphère très sympathique et a permis à chacun des Américains présents d'exposer sa situation, d'exprimer une requête particulière ou de poser des questions. Elle a revêtu aussi son utilité sous un autre aspect : l'ambassadeur Stadelhofer avait signalé, il y a quelques semaines, que selon des appels téléphoniques anonymes dirigés à l'ambassade, il fallait craindre que certains éléments de la colonie américaine à bout de patience se laissent aller à des manifestations publiques.

L'entretien précité a permis de constater qu'il existait un noyau d'Américains raisonnables avec lesquels l'ambassade peut avoir les meilleurs rapports et qui témoignent à celle-ci toute leur confiance. Ce groupe pourrait donc, cas échéant, user de son influence pour calmer les plus excités, qui semblent se trouver plutôt parmi les doubles-nationaux américano-cubains.

2. L'exode des Cubains

Depuis la signature, le 6 novembre 1965, de l'accord y relatif entre les Etats-Unis et Cuba, cette importante tâche humanitaire confiée à notre ambassade à la Havane a permis le transport par avion de 25.000 personnes environ. L'organisation de cette opération, pour laquelle il n'existait pas de précédent, et qui a donc nécessité à la fois de l'imagination et de la méthode, a été dirigée avec compétence, dès le début, par le Consul Steiner, détaché provisoirement de son poste de Tanger. Actuellement il dispose de quatorze collaborateurs dont le travail principal consiste à contrôler les listes des bénéficiaires de l'exode et à assurer la bonne marche des opérations. A intervalles plus ou moins réguliers, il assiste, aux côtés du chef de mission, à des séances de travail avec des fonctionnaires cubains compétents au sein d'un "Comité mixte" prévu par l'accord et dont le rôle est de trancher les cas spéciaux ainsi que de résoudre les situations particulières qui peuvent se présenter.

Les opérations relatives à l'exode des Cubains nécessitent une très grande activité, rendue plus difficile par le fait de la chaleur, mais surtout parce que nos agents sont continuellement en présence de tragédies humaines. En effet, le chef de mission et ses plus proches collaborateurs sont sans cesse l'objet de sollicitations pressantes, même lorsqu'ils se rendent de leur bureau à leur domicile ou vice-versa. Cet affrontement permanent avec les désespérés désireux de quitter Cuba à tout prix et dans le plus bref délai est très pénible. J'ai assisté à l'intervention d'une mère de famille qui, depuis des semaines, attend avec son mari et ses enfants de pouvoir être inscrite par les autorités cubaines sur la liste des départs. Or, l'un des fils va avoir 15 ans très prochainement et par conséquent sera en âge de porter les armes. Selon l'accord, il ne pourra donc plus partir. C'est pourquoi la mère supplie de faire en sorte que le départ de la famille soit accéléré. Malheureusement, l'ambassade ne peut pas intervenir dans ces cas qui sont de la compétence exclusive des autorités cubaines.

En revanche, nos agents ont la satisfaction de participer activement à une action charitable et humanitaire qui s'inscrit parfaitement dans la plus fidèle tradition des bons offices de notre pays. La plupart des collaborateurs du S.I.E. que j'ai rencontré à la Havane m'ont témoigné qu'ils en reçoivent un encouragement et qu'ils sont fiers d'être attribués à ce poste dans ces circonstances. Ils ne ménagent ni leur temps, ni leur peine pour accomplir discrètement, dans des conditions difficiles, une tâche délicate et pleine de responsabilité.

3. Le pont aérien

A 120 km de la Havane, sur une presqu'île, les Dupont de Nemours avaient installé, vers 1930, une résidence d'été, et aménagé un aérodrome privé. Les Cubains en ont amélioré la piste, construit quelques bâtisses et en ont fait l'"Aérodrome international de Varadero" qui ne sert pratiquement qu'au trafic prévu pour l'exode.

Là également, notre visite nous a permis de mieux réaliser l'ampleur de notre action et de nous rendre compte de l'esprit et de l'ambiance qui l'imprègnent. Les bénéficiaires des deux vols quotidiens (environ 150 personnes) sont rassemblées dès l'aube à la Havane sous la direction des autorités cubaines. La plupart ont été informés de leur départ un ou deux jours, parfois seulement quelques heures plus tôt. Auparavant, ils ont dû abandonner tout ce qu'ils possédaient et le remettre à l'Etat. Arrivés à Varadero en autocar, nous les voyons maintenant rassemblés dans une salle d'attente. La fatigue et

la résignation marquent les visages et cette population méridionale est étonnamment silencieuse. Des miliciennes en uniformes s'occupent du service d'ordre. Pour des raisons de propagande, un soin particulier a été mis à l'installation des locaux dont les meubles modernes sont recouverts de plastique de couleur; un restaurant offre non seulement des boissons variées (y compris le café si rare actuellement à Cuba), mais, chose surprenante vu le rationnement strict, des sandwiches au jambon, des petits pains et du beurre etc.; le tout gratuitement.

A neuf heures arrive le premier avion. Deux inspecteurs américains de l'"Immigration", ainsi qu'un médecin du service de santé, chargés des opérations de contrôle des réfugiés en descendant et s'installent à une grande table à l'entrée d'une deuxième salle d'attente où les deux jeunes fonctionnaires suisses du staff de M. Steiner (engagés spécialement et au bénéfice d'un contrat de six mois) vont les assister. Famille après famille, les réfugiés sont introduits dans la salle et présentent leurs documents d'identité. Moment émouvant, car il suffit qu'une liste officielle contienne une erreur d'orthographe dans le nom par exemple pour que des complications surgissent, qui peuvent conduire au refoulement de l'intéressé. Un officier de l'armée cubaine, ancien membre des brigades internationales d'Espagne, surveille les opérations de contrôle. On le dit bienveillant. Effectivement, il cherche souvent à arranger les choses. Le contrôle dure environ deux heures. Il se fait sans bruit, sans énervement, dans l'ordre. Militairement, en colonne par un, les réfugiés sont conduits à l'avion. Dès que tout le monde y a pris place, le haut-parleur diffuse en espagnol "au nom du Président Johnson" des encouragements, aux termes desquels l'assurance est donnée aux réfugiés que tout sera mis en oeuvre à Miami pour leur accueil et pour faciliter leur établissement sur une terre où ils trouveront la liberté. (Le centre d'accueil à Miami est effectivement organisé de façon à rendre les opérations de contrôle, policières, douanières ou sanitaires, les moins pénibles que possible). Nous avons quitté Cuba dans un de ces avions et avons assisté à une scène émouvante: lorsqu'on annonça que l'avion survolait la terre américaine, les voyageurs applaudirent et ils renouvelèrent ce geste au moment de l'atterrissage !

*

J'ai profité en outre de ma présence à la Havane pour voir comment sont traités en pratique certains cas spéciaux et pour me rendre compte de la situation relative à des questions pour lesquelles nous assumons une certaine responsabilité, à savoir :

1. le paiement du loyer de la base de Guantanamo

En vertu de l'accord entre le gouvernement de Cuba et celui des Etats-Unis qui remonte à l'année 1903, la base peut être utilisée, moyennant le versement annuel d'un montant or fixé dans l'accord. La contrevaletur actuelle en est de 3.386.25 dollars. Chaque année, au mois de juin, l'ambassade des Etats-Unis à Berne nous fait parvenir un chèque à ce montant, destiné au gouvernement de Cuba, et qui doit être remis au cours de la troisième semaine de juin.

Nous venions précisément d'envoyer ledit chèque à la Havane avec les instructions pour sa remise au gouvernement cubain. Toutes les dispositions de sécurité avaient été prises pour la conservation du chèque et la procédure à suivre* parfaitement connue de M. Chaney.

*était

2. dépôts

Les ressortissants américains peuvent bénéficier de la faculté de déposer à l'ambassade des objets de valeur. Nous appliquons en leur faveur les mêmes dispositions que celles prévues par le règlement consulaire (art. 81) pour les dépôts faits par nos compatriotes.

Etant donné la situation à Cuba, et le nombre élevé d'Américains s'appêtant à être rapatriés, il est évident que le volume de ces dépôts est particulièrement important. Bien que par définition nous n'assumons aucune responsabilité en la matière, et que les intéressés en sont dûment informés, j'ai tenu à visiter les locaux qui servent à garder ces dépôts et à me rendre compte des dispositions prises pour en assurer la bonne conservation. Vu les circonstances, la forme donnée par notre ambassade pour la conservation de ces dépôts m'a parue correcte et conforme au but recherché.

3. permanence durant les vols Gemini

Lors de chaque expérience spatiale de la série Gemini, les Américains nous demandent d'assurer une permanence à la Havane afin que si la capsule venait par accident à tomber sur le territoire cubain, nous puissions immédiatement en saisir les autorités cubaines et leur

demander leur collaboration pour la récupérer et s'occuper des astronautes. Comme précisément le vol Gemini IX avait lieu durant notre séjour, j'ai pu constater qu'en cette matière également tout avait été mis en oeuvre pour faire face aux événements, cas échéant.

4. entretiens à Washington

Pour terminer, je voudrais ajouter que les entretiens au State Department m'ont permis de mieux connaître les méthodes et l'esprit qui président à Washington à la défense des intérêts américains à Cuba.

